

Présidentielle 2016

BOA craque...

Par Arthur Page

À un mois de l'élection présidentielle, Bongo Ondimba Ali (BOA) montre des signes de fébrilité. La peur semble avoir définitivement changé de camp. BOA, c'est le cas de le dire, craque. Il n'a plus prisé ni sur les événements, ni sur sa parole, ni sur celles et ceux qui sont censés la porter, à l'image du très encombrant porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilié by Nzé, mué pour la circonstance en porte-parole du candidat non partant BOA. BOA a cru prendre de vitesse « ses adversaires », si par extraordinaire la Cour constitutionnelle validait sa candidature, en menant une campagne électorale avant l'heure, frauduleusement appelée « tournée républicaine ».

Mal lui en a pris, car à chaque étape, sa langue a fourché. Que d'entretenir ses hôtes sur la mise en œuvre de son projet, surtout qu'il s'est maladroitement compliqué la tâche en organisant, entre 2010 et 2014, des Conseils de ministres délocalisés dans chaque province, avec à la clé des promesses à chaque étape, BOA a choisi l'insulte et l'invective. Guy Nzouba Ndama, Jean Ping, Casimir Oye Mba, Léon Paul Ngoulakia, Bruno Ben Moubamba, Raymond Ndong Sima, entre autres, seront ses sujets préférés. Vincent Essone Mengue et Pierre Claver Maganga Moussavou seront qualifiés de « maires fantômes » sur leurs terres respectives. Oubliant que si les édiles de Mouila et

d'Oyem avaient le choix de ne pas aller à la rencontre de BOA, leurs institutions respectives étaient bien présentes et représentées. Ce discours déviant a fini de discréditer cette tournée dans l'opinion. Elle a surtout confirmé, pour ceux qui en doutaient encore, que BOA ne compte pas « laisser la victoire » aux autres, comme il l'a proclamé à la tribune de Makokou. Il entend s'y opposer par la force, parce que « voter Ali c'est voter la paix ». Sous-entendu voter quelqu'un d'autre c'est faire le choix de la guerre. Ce n'est pas la parole d'un homme serein. Mais plutôt d'un forcené qui, sentant sa fin proche, menace de tout faire sauter. Ces propos sont indignes d'un



chef d'Etat. BOA subit des événements curieux, sans trop savoir pourquoi. Ce qui contribue à semer la panique dans un environnement où les croyances mystiques prennent le pas sur le rationnel. BOA a été incapable de fouler le sol du district d'Akam-Essatouk. Son hélicoptère bourré de technologie n'a pas pu voir du ciel « le village

Akam Essatouk ». Contactés, les notables dudit village se sont bornés à indiquer « que les sorciers ont avalé le village pour empêcher Ali Bongo de venir débiter ses âneries ». « Nous avons beaucoup de problèmes ici, pas de route, pas de dispensaire, pas d'école, ce n'est pas le moment de venir nous saouler avec un discours démagogique », a conclu avec assurance l'un d'eux. BOA croyait être au bout de ses peines, mais deux événements, en apparence indépendants, vont venir le contrarier le même jour. La démission avec fracas du député du Haut-Ntem, Bertrand Zibi Abeghe. L'élu du canton Sosolo-Ntem a choisi l'étape du district de Bolossoville pour cracher à BOA tout le mal qu'il pense de sa gouvernance et remettre publiquement à Faustin Boukoubi, présent, sa démission du Parti démocratique gabonais (PDG). C'est un acte fort qui traduit la défaillance des services de renseignement de BOA. S'ils n'étaient pas eux aussi en train de craquer, ils devaient anticiper

les intentions du parlementaire pour éviter que BOA ne subisse une telle humiliation publique. Surtout que tous les élus qui se sont exprimés avant le député du Haut-Ntem ont caressé BOA dans le sens du poil et demandaient en échange « sa générosité ». Enfin, BOA a été surpris du succès populaire de l'appel de l'opposition à manifester samedi contre sa candidature. Sans préparation particulière et en l'espace de deux jours, le peuple a répondu présent. Le bouclage par la police et la gendarmerie, dès 4 heures du matin, du lieu prévu pour le rassemblement – le rond-point de la Démocratie – n'a pas entamé la détermination de la population. Elle a afflué massivement devant le siège de l'Adere, à Ancienne Sobraga, et a entrepris de manifester. Pris de panique, BOA s'est résolu à donner l'ordre à la police de charger les autres candidats à l'élection présidentielle. S'il avait été plus serein, il se serait contenté d'encadrer la manifestation, comme le veut la loi.